

## La semaine de 30 heures dans toute l'Europe : travailler moins pour sortir de la crise !\*

Attac rejette les réformes néo-libérales de la communauté européenne et les projets actuels d'union fiscale et économique et réclame une politique qui restaure les droits sociaux et consolide la démocratie en Europe. Et à part des revendications comme un prélèvement unique sur les patrimoines exercé de manière coordonnée dans toute l'Europe et le démantèlement des banques les plus importantes, ATTAC Allemagne CONSIDÈRE COMME INDISPENSABLE l'ajout d'une autre REVENDICATION:

La semaine de 30 heures de travail en Europe, sans baisses de salaire et compensée par de nouvelles embauches.

Cette mesure n'est pas plus nouvelle que le prélèvement exceptionnel sur la fortune des milliardaires et des millionnaires ou le relèvement des taux d'impôt sur les patrimoines à des taux existant auparavant, mais elle est extrêmement efficace. Nous nous référons aux justificatifs de la convention n° 47 de l'OIT de 1935: Accords sur la diminution de la semaine de temps de travail à 40 heures de 1935.

La conférence générale de l'organisation internationale du travail, qui s'est réunie à Genève lors de son dix-neuvième congrès le 4 juin 1935, part du constat « que le chômage a atteint de telles proportions et qu'il persiste déjà si longtemps, qu'à l'heure actuelle des milliers de chômeurs du monde entier se retrouvent dans la misère sans en être aucunement responsables et qu'ils endurent des privations dont ils réclament avec raison d'être libérés (...) qu'en conformité avec les conclusions de la dix-huitième et de dix-neuvième séance de la conférence internationale du travail, la nécessité se fait jour de faire porter les efforts vers une durée de temps de travail la plus courte possible ».

Pour cette raison la conférence est parvenu le 22 Juin 1935 à l'accord suivant, dénommé accord sur la semaine de 40 heures de 1935. À cette époque cette convention ne fut pas ratifiée. Peu de temps après, les mécanismes de préparation de la seconde guerre mondiale se mirent en branle, et les problèmes du chômage furent oubliés. C'est seulement après la guerre que la semaine de 40 heures fut progressivement introduite en Europe et conduisit au plein-emploi. Il y a cependant longtemps que l'augmentation de la productivité a fait perdre toute efficacité à cette mesure.

Les nombreuses raisons pour introduire une semaine de 30 heures de travail en Europe

1. La répartition de la masse de travail existant entre un nombre de personne plus important amène à une réduction massive du chômage.
2. En ce moment, des salariés proposent leur force de travail pour des salaires largement en dessous de ce qu'ils ont besoin pour vivre. Dans beaucoup de secteurs de l'économie, les employeurs exigent de leurs employés des heures supplémentaires souvent non rémunérées. Celui que n'est pas en mesure de tenir risque de perdre son emploi. La réduction du chômage réduit massivement la pression de la concurrence des salariés entre eux pour garder leurs emplois.
3. La réduction de la semaine de travail à 30 heures sans réductions de salaires et compensée par de nouvelles embauches coûterait en Allemagne 160 milliards par an aux employeurs. Cela aurait pour effet de ramener la marge de profit brute des employeurs de 33,7% actuellement à 25%. Cette marge

---

\* document élaboré par le groupe de travail fédéral pour un partage équitable du travail d'Attac Allemagne (traduction en français: Claude Berny, Attac Mainz). Bundesarbeitsgruppe *ArbeitFairTeilen*, Attac Deutschland <http://arbeitszeitverkuerzung-jetzt.de/> und [www.attac-netzwerk.de/ag-arbeitfairteilen/](http://www.attac-netzwerk.de/ag-arbeitfairteilen/). Verantwortlich im Sinne des Presserechts: Michaela Amiri, c/o attac, EineWeltHaus, Schwanthalerstraße 80, 80339 München, Eigendruck im Selbstverlag, Gestaltung: Wob.

de profit apparaissait largement suffisante dans les années quatre-vingt. Parallèlement, la part des salaires dans le total des revenus remonterait de 66.3% à 75%. Cette redistribution du haut vers le bas, supérieure à 160 milliards par an serait durable et ancrée dans le système. Elle dépasserait de loin en volume le prélèvement unique sur les patrimoines. Par là même, la concentration de la richesse entre les mains de quelques-uns serait freinée de manière durable. Dans toute l'Europe le montant totale des sommes redistribuées pourrait se monter à plus de cinq-cents milliards d'Euro.

4. Les profits des entreprises ne sont pratiquement plus réinvestis dans la production, parce que les rentes sont bien plus élevées dans le secteur financier. À partir du moment où le profit est redistribué aux travailleurs, la source d'approvisionnement des marchés financiers en argent frais se tarit. Cet argent n'est plus disponible pour se lancer dans des spéculations. Cela stabiliserait la communauté européenne.

5a. Nous avons besoin d'un marché intérieur fonctionnant. Cela ne peut se faire sans des postes de travail bien rémunérés et en nombre suffisant. Les chômeurs et les personnes à faibles revenus ne vont pas au restaurant manger des pizzas et ne font pas refaire le carrelage de leurs salles de bain. C'est le problème principal dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne. La faiblesse des coûts de production par salarié a atteint un niveau qu'on n'a pas vu depuis longtemps, ce que, selon les lois de la concurrence libre, devrait assurer le redémarrage de l'économie. Or il n'en est rien. Au contraire, elle s'est complètement effondrée. La semaine de 30 heures de travail accroît la demande intérieur y compris dans les pays touchés par la crise.

5b. La semaine de 30 heures est indiscutablement une meilleure solution que la politique prévue par l'agenda allemand de flexibilisation du marché du travail, de création d'un secteur à bas salaires et de recours au travail intérimaire. Le gouvernement allemand, ainsi que la troïka, essayent par des méthodes dignes du chantage de contraindre les pays secoués par la crise à cette politique, malgré les conséquences catastrophique que celle-ci entraîne pour les salariés. Une petite partie des sommes consacrées au sauvetage financier de l'Europe du sud suffirait pour compenser les coûts salariaux des entreprises et de renforcer la demande intérieure et la compétitivité. Dans ce sens on pourrait envisager un programme conjoncturel d'encouragement à l'introduction des 30 heures avec un soutien de l'argent public.

6. Les 30 heures devient en premier lieu en Europe un problème des industries exportatrices, qui voient alors les prix de leurs marchandises se renchérir par rapport à la concurrence internationale. De ce fait, la communauté européenne perdrait un peu de ses parts de marché face à celle-ci et cela donnerait au pays en développement et aux pays en voie d'industrialisation des marges de manœuvre pour améliorer les conditions de travail de leurs salariés, en partie en dessous des normes de ce qu'exigent les droits humains, et ce sans subir la punition de donner des avantage concurrentiels à la communauté européenne.

7. Nous avons besoin d'un nouveau modèle économique pour succéder au modèle économique classique de croissance ininterrompue, car en cette période de changement climatique, nous ne pouvons plus continuer comme avant. La crise en Europe est la crise de la surproduction de biens pour lesquels il n'existe ni marchés, ni un besoin réel. Une réduction de la durée du travail crée des emplois sans recourir à la croissance économique. Dans certains secteur (fabrication de pesticides, secteur de l'énergie nucléaire, armement, etc.), nous pourrions réduire la production de 25% en renonçant au partie aux embauches compensatrice de réduction du temps de travail en préparation à un arrêt de ces activités. Une économie d'après-croissance doit être conçue et appliquée au niveau européen pour qu'elle soit suivie d'effet. Avec l'introduction d'une semaine de 30 heures de travail au niveau européen, on ferait un pas dans la bonne direction.

8. Nous avons besoin de plus d'égalité entre les sexes. Avec les 30 heures, les hommes auraient enfin le temps de s'occuper de leurs enfants et de leurs parents et les femmes auraient les mêmes chances de carrières que les hommes. La même chose vaut pour les soins envers ses propres parents ou pour des soins à apporter à des proches malades ou handicapés ou pour toute autres formes d'aides bénévoles non rémunérées.

9. Nous avons besoin d'asseoir le financement de la sécurité sociale sur des bases solides pour assurer la pérennité de l'état-providence. La part des coûts salariaux (des employeurs comme des salariés) consacrée au financement des retraites et des assurances-maladies atteint les 30%. Par la redistribution sous forme de salaires de 160 milliards d'Euro, ce seraient 50 milliards d'Euro qui alimenteraient chaque année les assurances sociales. Cette argent consoliderait les systèmes de sécurité sociale et permettrait d'abroger les mesures néo-libérales prises jusqu'à présent. Étant donné les différences entre les systèmes de sécurité sociale à l'intérieur de la communauté européenne, l'efficacité de ces consolidations sera différent dans les pays de la communauté, mais aura dans tous les pays européens des retombées positives.

10. Dès que le financement de notre système de sécurité sociale sera assuré, pourra enfin être entrepris ce qui aurait dû être fait depuis longtemps, à savoir la discussion sur l'instauration d'un revenu de base pour les chômeurs, les retraités, les personnes élevant seul leurs enfants, les malades, etc., dont l'obtention n'est assortie d'aucune chicanerie administrative. Cela favorisera le retrait des réformes néo-libérales (comme par exemple, la réduction du montant des pensions, les indemnités de chômage, etc.) dans les pays touchés par la crise.

11. La diminution du temps de travail contribuerait à soulager financièrement les systèmes de santé. Tout d'abord les corps sont soumis à des contraintes et des efforts physiques moins intenses. Ensuite les phénomènes de stress psychologique dus à une trop grande charge de travail (burn-out) ou à son absence du fait du chômage (état dépressif des chômeurs) diminueraient.

12. Notre société a besoin de personnes ayant suffisamment de temps pour prendre part aux prises de décisions démocratiques. Actuellement des personnes dans la force de l'âge, du fait qu'elles sont trop prises par leurs activités professionnelles, ne sont pas en état de participer aux activités des organisations non gouvernementales, des initiatives citoyennes ou des partis, ce qu'elles feraient pourtant volontiers peut-être et serait salubre pour le fonctionnement d'une démocratie digne de ce nom.

13. Pour faire échec aux partisans du néo-libéralisme, nous avons besoin de syndicats puissants. Une réduction massive du chômage accroîtrait le pouvoir de négociation des syndicats et en feraient un adversaire de taille pour tous ceux qui veulent poursuivre le cours des réformes néo-libérales.

14. En regagnant leur pouvoir, les syndicats pourraient négocier les normes de conditions de travail raisonnables et ainsi faire reculer les secteurs à bas salaires ou ceux où la main d'œuvre est honteusement exploitée. La semaine de 30 heures freinerait efficacement les politiques de dumping social et assurerait à nouveau des revenus permettant de vivre dignement. Comme la semaine des 30 heures aurait des effets plus profonds sur le chômage en Allemagne que dans les pays en crise où son taux atteint 26%, cela aurait pour conséquence une plus forte hausse des salaires en Allemagne que dans le sud de l'Europe. Cela renforcerait la compétitivité des pays en crise en contribuant chez ceux-ci à la création de nouveaux emplois. Une union monétaire ne peut exister à long terme qu'à la condition que l'Allemagne ne baisse pas sans arrêt les coûts du travail à la production au dépend des autres pays, de sorte que ses avantages à l'exportation par rapport aux pays en crise s'en trouvent accrus. De cette manière on ouvrira la voie à une solution d'avenir pour résoudre la crise européenne au lieu de prendre la voie rétrograde et pleine de risques que constitue l'abandon de la monnaie unique.

15. Les profits résultant de l'automatisation reviennent presque exclusivement aux possesseurs de machines. Ils ont acquis ses moyens de production à l'aide de la plus-value résultant du travail des salariés. Le fait que les salariés en soient récompensés par la perte de leur emploi au lieu d'une baisse de leur temps de travail sans perte de salaire constitue une injustice flagrante.

16. L'étude comparative de l'UNICEF «pays riches - enfants pauvres» démontre qu'environ 30 millions d'enfants des 35 pays les plus riches de la planète grandissent dans des conditions de pauvreté relative, dont 1,2 millions en Allemagne.

La réduction du chômage combinée à des hausses de salaires dû au pouvoir de négociation accru des syndicats améliore aussi la situation financière des familles et contribue ainsi au recul de la pauvreté des enfants.

17. Les 30 heures de travail représente une initiative commune, qui concerne le plus grand nombre possible de catégories particulières de la population (chômeurs, salariés, mères, pères, enfants, femmes, retraités, malades, personnes encore en bonne santé, sportifs, personnes engagées dans des organisations démocratiques, etc.). C'est aussi une initiative pour limiter la croissance sans accepter la fatalité de la misère sociale qui en résulte. De ce façon nous apportons notre contribution au «buen vivir», un idéal de vie en commun qui s'accomplit dans le respect de la nature et non au dépend d'elle et d'autres personnes humaines.

C'est pourquoi nous invitons les personnalités du monde politique, social et syndical ainsi que tous les hommes et les femmes de l'Europe à reconnaître les positions suivantes comme éléments importants de solution de la crise actuelle et à s'engager pour leur mise en œuvre :

- l'introduction de la semaine de 30 heures dans toute l'Europe
- et ceci sans perte de salaire, tout du moins pour les salaires du bas et du milieu de l'échelle
- la compensation intégrale des heures de travail ainsi libérées par la création de nouveaux postes de travail, quand ceux-ci sont compatibles avec les normes environnementales et sociales.

Lors d'une allocution qu'il fit récemment en tant que président de la commission européenne, Manuel Baroso justifie les propositions néo-libérales pour une union fiscale et économique de la manière suivante : « Nous devons œuvrer ensemble pour des finances publiques solides, une compétitivité accrue, de la croissance et des emplois (...) Nous devons enfin créer davantage d'emplois, en nous concentrant en particulier sur la lutte contre le chômage des jeunes.»

Nous sommes globalement de l'avis que la réduction de la semaine de travail à 30 heures est une magnifique contribution à une économie dont la réalisation du bien commun est l'objectif, et qu'elle constitue à côté des autres revendications d'Attac une meilleure réponse à la crise que les réformes néo-libérales projetées ou celles qui ont déjà été appliquées.